

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 27-30 octobre 2008

PROJETS APPROUVÉS PAR CORRESPONDANCE

Point 9 de l'ordre du
jour

*Pour information**



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2008/9-B/3
16 septembre 2008
ORIGINAL: ANGLAIS

AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR DES INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT APPROUVÉES PAR CORRESPONDANCE ENTRE LA SESSION ANNUELLE ET LA DEUXIÈME SESSION ORDINAIRE DE 2008 – RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO 10608.0

Assistance alimentaire ciblée en faveur des victimes des violences armées et autres groupes vulnérables

Le 2 septembre 2008, l'augmentation budgétaire a été soumise aux membres du Conseil pour approbation par correspondance. Cette révision couvrait la fourniture de 110 149 tonnes supplémentaires de produits alimentaires pour un coût de 149 330 759 dollars. L'approbation a été obtenue le 9 septembre 2008.

Coût (dollars É.-U.)

	Budget actuel	Augmentation	Budget révisé
Coût des produits alimentaires pour le PAM	98 866 694	66 816 064	165 682 758
Coût total pour le PAM	277 547 284	149 330 759	426 878 043

* Conformément aux décisions du Conseil d'administration sur la gouvernance approuvées à la session annuelle et à la troisième session ordinaire de 2000, les points soumis pour information ne seront pas discutés, sauf si un membre en fait la demande expresse, suffisamment à l'avance avant la réunion, et que la présidence fait droit à cette demande, considérant qu'il s'agit là d'une bonne utilisation du temps dont dispose le Conseil.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NATURE DE L'AUGMENTATION

1. La présente révision budgétaire de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) République démocratique du Congo (RDC) 10608.0 "Assistance alimentaire ciblée en faveur des victimes des violences armées et autres groupes vulnérables" vise à répondre à de nouveaux besoins:
 - augmentation de la quantité de produits alimentaires, soit 110 149 tonnes d'une valeur de 66 816 064 dollars;
 - hausse des coûts associés de 72 745 393 dollars; et
 - hausse des coûts d'appui indirects de 9 769 302 dollars.
2. Depuis le lancement de l'IPSR 10608.0 en juillet 2007, la poursuite du conflit dans l'est de la RDC a entraîné de nouveaux déplacements de populations. Depuis mars 2007, la seule province du Nord-Kivu a accueilli 506 000 personnes déplacées supplémentaires¹ — dont 94 000 depuis janvier 2008². Les autres provinces orientales sont également en proie à la violence. La présente révision se fonde sur la récente évaluation approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité conduite en 2008.

JUSTIFICATION DE L'AUGMENTATION

Résumé des activités

3. L'IPSR 10608.0 tablait sur une amélioration progressive de la sécurité et de la croissance économique de la RDC. À l'origine, 78 pour cent des ressources totales devaient être utilisées pour secourir les personnes déplacées, les rapatriés, les familles d'accueil et les groupes vulnérables par le biais de distributions générales de vivres, d'activités nutritionnelles et de programmes d'alimentation scolaire d'urgence et de lutte contre le VIH/sida. Les 22 pour cent restants étaient affectés aux activités Vivres pour la création d'avoirs (VCA) en faveur des ménages vulnérables dans les zones exposées à l'insécurité alimentaire, et à la démobilisation des enfants-soldats.

Conclusions et recommandations issues de l'évaluation

4. La sécurité aurait dû s'améliorer après les élections d'avril 2007. Or, malgré le déploiement de l'armée congolaise à la fin de l'année 2007 et la Conférence de paix de Goma en janvier 2008, les conflits et la violence se sont aggravés dans le Nord-Kivu. L'insécurité persistante a provoqué de nouveaux déplacements: aujourd'hui, plus de 850 000 personnes déplacées vivent dans le Nord-Kivu. Les enquêtes nutritionnelles indiquent que dans certaines zones du Nord-Kivu, les taux de malnutrition aiguë globale atteignent 17 pour cent³.

¹ Bureau de la coordination des affaires humanitaires. *Population movements in eastern DRC*, janvier-mars 2008 (numéro 4).

² Bureau de la coordination des affaires humanitaires. Examen en milieu d'année, Plan d'action humanitaire de 2008.

³ Enquêtes nutritionnelles menées par Caritas, zone de santé de Birambizo, août 2007, et par *Cooperazione Internazionale* (COOPI), Pinga, mars 2008.



5. Grâce au plan de stabilisation mené conjointement par les Nations Unies et le Gouvernement de la RDC dans l'est du pays, les populations déplacées devraient progressivement prendre le chemin du retour mais il est peu probable que la sécurité s'améliore avant 2009. La situation dans le Sud-Kivu, Maniema et le district Ituri de la Province orientale risque fort de demeurer instable à mesure que le Gouvernement tentera de reprendre le contrôle de ces régions. Les futurs déplacements de populations seront évalués par des partenaires compétents ou avec leur collaboration; les personnes déplacées seront recensées par le PAM, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et leurs partenaires coopérants, comme convenu. Les déplacements potentiels futurs ne sont pas pris en compte dans la présente révision budgétaire.
6. L'évaluation approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité (publiée en juin 2008) a signalé des taux de malnutrition aiguë globale de 17,6 pour cent dans la province de Katanga et de 15 pour cent dans la province de l'Équateur⁴. Des taux élevés de retard de croissance ont été observés, de 43,6 pour cent dans la province de l'Équateur jusqu'à 55,5 pour cent dans le Nord-Kivu, ce qui signifie que presque un enfant sur deux souffre de malnutrition chronique. Plus d'un ménage sur deux au Maniema (56 pour cent) et près d'un sur deux au Katanga (46 pour cent) et au Sud-Kivu (45 pour cent) enregistrent une consommation alimentaire "réduite" ou "limitée"⁵. Conformément aux recommandations de l'évaluation approfondie, le PAM prévoit de renforcer ses programmes sanitaires et nutritionnels en faveur des femmes et des enfants du Katanga, de l'Équateur et du Sud-Kivu. Au Katanga, au Maniema, et dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, une alimentation scolaire d'urgence devrait soulager la faim immédiate des élèves du primaire, et relever les taux de scolarisation et d'assiduité. Des activités VCA destinées à améliorer la production agricole et à promouvoir les coopératives fermières soutiendront les ménages vulnérables.

Finalité de l'augmentation budgétaire

7. L'IPSR 10608.0 répond aux Objectifs stratégiques 1, 2, 3 et 4 du Plan stratégique du PAM pour 2008–2011⁶. Le Programme fournira une aide alimentaire d'urgence pour sauver des vies et protéger les moyens de subsistance des populations vulnérables. Les interventions de secours mobiliseront 90 pour cent des ressources par le biais de distributions générales de vivres (51 pour cent), d'interventions nutritionnelles (25 pour cent) et de l'alimentation scolaire d'urgence (14 pour cent). Les 10 pour cent restants seront consacrés aux activités VCA (7 pour cent) et à l'aide des personnes vivant avec le VIH (2 pour cent) et d'autres groupes vulnérables (1 pour cent). La gestion par le bureau auxiliaire du PAM des stocks de réserve de biscuits à haute teneur énergétique et d'autres produits demeure conforme à l'IPSR initiale.

⁴ Au plan international, les seuils d'urgence sont définis comme des taux de malnutrition aiguë globale d'au moins 15 pour cent.

⁵ L'évaluation approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité a classé les ménages en trois groupes: consommation "réduite", "limitée" ou "acceptable". Une consommation "réduite" ou "limitée" correspond à une alimentation basée sur la teneur énergétique (des céréales chaque jour et des huiles et légumes secs 3 à 5 fois par semaine) et peu variée (contenant donc peu de nutriments). Étant donné les taux de retard de croissance élevés relevés par l'évaluation, il est peu probable que ces repas soient d'une qualité suffisante.

⁶ Les Objectifs stratégiques correspondants sont: 1 – Sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence; 2 – Prévenir la faim aiguë [...]; 3 – Remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition; et 4 – Réduire la faim chronique et la dénutrition.



Nombre de bénéficiaires prévus par an	Personnes déplacées et familles d'accueil	Personnes déplacées et réfugiées rentrées chez elles	Personnes atteintes de malnutrition* et membres de leur famille	Alimentation scolaire	Vivres pour la création d'avoirs	Groupes vulnérables ⁷	Total
Prévisions initiales pour 2008	190 800	245 850	563 600	230 200	226 600	62 200	1 519 250
Augmentation pour 2008	365 200	236 450	244 400	300 500	(-75 200)	6 700	1 078 050
Total révisé pour 2008	556 000	482 300	808 000	530 700	151 400	68 900	2 597 300
Prévisions initiales pour 2009	118 600	126 600	661 550	308 200	484 400	66 600	1 765 950
Augmentation pour 2009	198 400	281 400	339 450	287 100	(-153 100)	11 100	964 350
Total révisé pour 2009	317 000	408 000	1 001 000	595 300	331 300	77 700	2 730 300

* Inclut les enfants ainsi que les femmes enceintes et mères allaitantes.

Province	Personnes déplacées et familles d'accueil	Personnes déplacées et réfugiées rentrées chez elles	Personnes atteintes de malnutrition* et membres de leur famille	Alimentation scolaire	Vivres pour la création d'avoirs	Groupes vulnérables ⁷	Total des bénéficiaires	Besoins alimentaires (tonnes)
Nord-Kivu	273 000	61 000	73 000	64 000	6 000	14 000	491 000	135 223
Sud-Kivu	12 000	17 000	55 000	63 000	6 050	11 000	164 050	32 235
Équateur	–	1 000	16 000	53 000	5 900	7 000	82 900	11 367
Maniema	–	–	21 000	8 000	9 050	5 000	43 050	3 967
Katanga	–	8 000	33 000	118 000	26 900	33 000	218 900	31 147
Ituri	10 000	8 000	14 000	107 000	6 200	10 000	155 200	20 919
Stock d'urgence de biscuits à haute teneur énergétique en cas d'imprévus								85
TOTAL	295 000	95 000	212 000	413 000	55 600	80 000	1 095 000	239 012

* Inclut les enfants ainsi que les femmes enceintes et mères allaitantes.

⁷ Les groupes vulnérables comprennent: les patients vivant avec le VIH sous traitement antirétroviral, les tuberculeux, les anciens enfants-soldats démobilisés vivant dans des centres de transit, les victimes de catastrophes naturelles, les victimes de violences sexuelles et les réfugiés en phase de rapatriement.



8. Au Nord-Kivu, où 56 pour cent des ressources alimentaires seront ciblées, le PAM assurera des distributions générales de vivres aux personnes déplacées et appuiera autant que faire se peut leur retour dans leur région d'origine, en fonction des résultats des évaluations menées avec ses partenaires. Une aide nutritionnelle sera fournie aux enfants souffrant de dénutrition dans des centres d'alimentation supplémentaire et thérapeutique, accompagnée d'une ration familiale.
9. Le PAM continuera de soutenir les populations les plus vulnérables par le biais d'activités de secours et de redressement; les évaluations des besoins détermineront la portée et la durée de l'assistance. Conformément aux recommandations de l'évaluation approfondie de 2008, le PAM mettra l'accent sur les programmes nutritionnels et l'alimentation scolaire d'urgence dans les provinces du Katanga, du Sud-Kivu, du Maniema et de l'Équateur. Au Katanga, des routes seront remises en état dans le cadre d'activités Vivres contre travail, afin d'améliorer l'accès de l'aide humanitaire et de renforcer les moyens de subsistance des populations vulnérables. Les interventions du PAM visent à réduire les taux de malnutrition et le recours à des stratégies de survie dangereuses.
10. Pour garantir l'efficacité des distributions de vivres et du suivi, le PAM collaborera avec les autorités provinciales, la Mission d'observation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC), d'autres institutions des Nations Unies et des organisations non gouvernementales. Le bureau de pays adoptera des mesures spéciales pour protéger les femmes de la violence et de la maltraitance durant et après les distributions de vivres. Le PAM travaillant de concert avec 72 partenaires coopérants en RDC, les lettres d'entente et les accords sur le terrain sont en cours de révision à la lumière des besoins supplémentaires. Pour augmenter les capacités de distribution de vivres au Nord-Kivu, le PAM a triplé le nombre de ses partenaires coopérants et conclura de nouveaux partenariats pour les autres opérations si besoin est.
11. Le Programme a renforcé sa capacité d'évaluation en recrutant des spécialistes nationaux et internationaux, et en formant l'ensemble du personnel chargé de la mise en œuvre de l'IPSR à l'estimation des besoins. Le nombre d'agents chargés du suivi sur le terrain passera de 21 à 33, et six équipes de suivi mobiles seront créées pour resserrer la surveillance autour des distributions. Le suivi de l'assistance alimentaire sous toutes ses formes sera renforcé.
12. Au Nord-Kivu, les infrastructures de stockage seront étendues, et les capacités de chargement et de déchargement des camions, augmentées. Le nombre de transporteurs sera accru et le parc de camions, renforcé afin de pouvoir acheminer les vivres simultanément vers plusieurs sites de distribution.
13. Parmi les régions les plus vulnérables de la RDC, nombreuses sont celles qui souffrent d'isolement en raison de l'insuffisance des infrastructures. En tant que responsable de la logistique, le PAM améliorera l'accès à l'aide d'interventions organisées dans le cadre de l'Opération spéciale 10556, "RDC – Module de la logistique et services communs de transport et de stockage". L'un des exemples de ces interventions est la remise en état des locomotives et des wagons dans le nord du Katanga.

BESOINS ALIMENTAIRES

TABLEAU 3: RATIONS QUOTIDIENNES, PAR GROUPE DE BÉNÉFICIAIRES (g)⁸

Produit	Distributions générales de vivres et activités VCA	Familles d'accueil	Centres d'alimentation thérapeutique	Centre d'alimentation supplémentaire 1	Centre d'alimentation supplémentaire 2	VIH/sida tuberculose	Alimentation scolaire d'urgence 1	Alimentation scolaire d'urgence 2
Farine de maïs	400	200	–	–	–	150	100	–
Légumes secs	120	60	–	–	–	50	40	–
Huile	30	15	10	20	25	30	10	10
Mélange maïs-soja	–	–	125	200	250	50	–	100
Sucre	–	–	10	20	25	25	–	10
Sel	5	3	–	–	–	3	5	3
Total	555	278	145	240	300	308	155	123

14. L'intervention prévoit désormais une distribution dans les écoles maternelles (Alimentation scolaire d'urgence 2) et couvre une demi-journée de classe pour les enfants de 3 à 5 ans. Les écoles maternelles sont choisies parmi les écoles primaires participant à un programme alimentation scolaire. Les sept autres tailles de ration demeurent conformes à l'IPSR initiale et transitent par les mêmes dispositifs de livraison.
15. La révision budgétaire propose 110 149 tonnes de vivres supplémentaires, faisant ainsi grimper les besoins totaux de 210 084 à 320 233 tonnes.

⁸ Les distributions générales de vivres et activités VCA couvrent les personnes déplacées, les rapatriés, les réfugiés, les familles des personnes souffrant de malnutrition (cinq rations), les femmes victimes de violences sexuelles, les victimes de catastrophes naturelles, les réfugiés en transit, les bénéficiaires des activités VCA (cinq rations), les patients vivant avec le VIH/sida et les anciens enfants-soldats. Les familles d'accueil sont celles qui accueillent des personnes déplacées (cinq rations). Les centres d'alimentation thérapeutique traitent les enfants atteints de malnutrition. Les centres d'alimentation supplémentaire 1 prennent en charge les enfants atteints de malnutrition tandis que les centres d'alimentation supplémentaire 2 prennent en charge les femmes enceintes et les mères allaitantes. Les patients vivant avec le VIH/sida et la tuberculose ne comprennent pas les patients hospitalisés (cinq rations pour les deux groupes). L'alimentation scolaire d'urgence 1 couvre les élèves du cycle primaire. L'alimentation scolaire d'urgence 2 couvre les enfants d'âge préscolaire.

TABLEAU 4: BESOINS ALIMENTAIRES (tonnes)						
Produit alimentaire	IPSR actuelle	Besoins pour juin 2008–décembre 2009	Solde des engagements non réglés (mai 2008)	Stocks dans le pays et stocks en transit⁹	Augmentation	Besoins révisés jusqu'en décembre 2009
	A	B	C	D	E (B+C+D)	(E+A)
Céréales	143 881	164 830	50 959	36 290	77 581	221 462
Légumes secs	44 883	51 470	15 833	14 041	21 596	66 479
Huile	11 953	13 549	3 541	2 115	7 893	19 846
Mélange maïs-soja	5 327	5 507	764	2 455	2 288	7 615
Sucre	786	754	43	332	379	1 165
Sel	3 164	2 817	1 674	731	412	3 576
Biscuits à haute teneur énergétique	90	85	0	85	0	90
Total	210 084	239 012	72 814	56 049	110 149	320 233

⁹ Quelque 31 pour cent des stocks sont dans le pays, le reste étant en transit vers la RDC ou chez des fournisseurs extérieurs à la RDC.

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE			
	Quantité (tonnes)	Coût moyen par tonne (dollars)	Valeur (dollars)
COÛTS POUR LE PAM			
Coûts opérationnels directs			
Produits alimentaires ¹			
– Céréales	77 581	496	38 480 504
– Légumes secs	21 596	654	14 123 917
– Huile végétale	7 893	1 582	12 486 672
– Aliments composés	2 288	643	1 471 193
– Sucre	379	500	189 504
– Sel	412	156	64 274
Total, produits alimentaires	110 149		66 816 064
Transport extérieur			15 590 489
Transport terrestre			18 163 570
Transport intérieur, entreposage et manutention (TIEM)			25 131 597
Total, transport terrestre, entreposage et manutention (TTEM)			43 295 167
Autres coûts opérationnels directs			3 322 805
A. Total, coûts opérationnels directs			129 024 525
B. Coûts d'appui directs (CAD)² (voir l'annexe I-B)			10 536 932
C. Coûts d'appui indirects (CAI) (7 pour cent)³			9 769 302
COÛT TOTAL POUR LE PAM			149 330 759

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. Le contenu peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.



ANNEXE I-B

BESOINS D'APPUI DIRECT (en dollars)	
Dépenses de personnel	
Administrateurs recrutés au plan international	1 573 235
Administrateurs recrutés au plan national	260 000
Personnel des services généraux recruté au plan national	1 928 167
Personnel temporaire	277 129
Heures supplémentaires	45 309
Primes	1 020 000
Consultants internationaux	60 755
Consultants nationaux	60 000
Volontaires des Nations Unies	163417
Voyages officiels du personnel	1 436 555
Total partiel	6 824 566
Dépenses de bureau et autres coûts récurrents	
Location des locaux	216 000
Charges (électricité, etc.)	251 891
Fournitures de bureau	177 950
Technologies de l'information et des communications	450 134
Assurances	52 586
Réparation et entretien du matériel	144 113
Frais d'entretien et d'exploitation des véhicules	693 094
Autres dépenses de bureau	265 598
Total partiel	2 251 366
Matériel et autres dépenses fixes	
Mobilier, outils et matériel	120 000
Véhicules	480 000
Équipement (télécommunications et informatique)	861 000
Total partiel	1 461 000
TOTAL, COÛTS D'APPUI DIRECTS	10 536 932

LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

COOPI	<i>Cooperazione Internazionale</i> (organisation non gouvernementale italienne)
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
MONUC	Mission d'observation des Nations Unies en République démocratique du Congo
RDC	République démocratique du Congo
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCA	Vivres pour la création d'avoirs